

DÉLIBÉRATION CONSEIL MUNICIPAL

Le mercredi 17 décembre deux mille vingt-cinq, à dix-huit heures et trente minutes, le Conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni à la salle des mariages de la Mairie de Rives-en-Seine, sous la présidence de Monsieur Bastien CORITON, Maire, Conseiller Départemental.

<u>Date de convocation,</u> 11 décembre 2025	<u>Étaient présents :</u> Mme Hélène AUBRY, M. Didier BOQUET, M. Christian CAPRON, Mme Sylvie CHRISTIAENS, Mme Céline CIVES, M. Bastien CORITON, Mme Annic DESSAUX, M. Thierry DUPRAY, M. Lionel DURAMÉ, Mme Chantal DUTOT, Mme Emilie DUTOT, Mme Fanny GENET-LACAILLE, M. Christophe GIRARD, M. Paul GONCALVES, Mme Steffie HAMEL, M. Louis Marie LE GAFFRIC, Mme Dominique LEPEME, Mme Brigitte MALOT, M. André RIC, Mme Patricia SOUDAIS-MESSAGER, Mme Carol TARAVEL-CONDAT, M. Jacques TERRIAL, M. Alexandre VOIMENT.
<u>Date de publication sur le site internet de la ville,</u> 19 décembre 2025	
<u>Date de signature,</u> 23 décembre 2025	
<u>Nombre de conseillers,</u> En exercice 29 Présents 23 Votants 26	<u>Excusés - Ont donné procuration :</u> M. Éric BLONDEL à Mme Brigitte MALOT, M. Dominique GALLIER à Mme Céline CIVES, M. Sylvain HEMARD à M. Didier BOQUET. <u>Excusés :</u> Mme Mireille BAUDRY, M. Luc HITTler, M. Simon SAINT-MARTIN.

Monsieur Didier BOQUET a été désigné secrétaire de séance.

DL2025-104	Autorisation d'engager, de mandater et de liquider des dépenses d'investissement du budget Rives-en-Seine, jusqu'à l'adoption du budget 2026
-------------------	---

Monsieur le Maire expose l'article L1612-1 du Code Général des Collectivités territoriales qui dispose que :

« Dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1^{er} janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption du budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses en section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement du capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite des quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette. »

L'autorisation mentionnée précise le montant et l'affectation des crédits.

Les crédits correspondants, visés aux alinéas ci-dessous, sont inscrits au budget lors de son adoption.

Après avoir exposé ce qui précède,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L1612-1,

Considérant qu'il convient au Conseil municipal d'autoriser l'engagement, la liquidation et le mandatement des dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette,

Avant l'adoption du Budget Primitif 2026, Monsieur le Maire propose au Conseil municipal :

- De lui permettre à d'engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement dans la limite de 25 %, à savoir (détail par nature en annexe à la présente) :

CHAPITRES		Crédits ouverts en 2025 (BP+DM)	25 %
20	Immobilisations incorporelles	46 498,00 €	11 624,00 €
204	Subventions d'équipement versées	204 586,00 €	51 146,00 €
21	Immobilisations corporelles	2 686 078,00 €	671 519,00 €
23	Immobilisations en cours	4 086 763,86 €	1 021 690,00 €
27	Autres immobilisations financières	190 000,00€	47 500,00 €

- De l'autoriser, ou l'adjoint compétent, à signer tout document afférent à cette délibération.

A l'unanimité, le Conseil municipal approuve les propositions de Monsieur le Maire.

Pour extrait conforme,

Le Maire,

 Bastien CORITON

Le secrétaire de séance,

 Didier BOQUET